Henri Prévot 19 février 2018

L'économie d'énergie : une nouvelle religion ?

Economiser l'énergie, mieux : diviser par deux la consommation française d'énergie d'ici 2050, voilà un objectif de la loi de transition énergétique qui voudrait guider la politique de l'énergie.

A force d'être répété, c'est devenu une évidence incontestable, une espèce de tabou. Osons tout de même poser la question ? Pourquoi vouloir économiser l'énergie quelle que soit la forme qu'elle adopte, et quelles que soient les sommes qu'il faudra dépenser pour faire cette économie d'énergie ?

La sobriété : une vertu morale instrumentalisée par le politique

L'argument le plus fort est qu'il faut être sobre. La sobriété est une noble vertu, particulièrement respectable. Les religions – les vraies – ne manquent pas de nous y inviter. Il est bon que l'homme s'oblige à se priver, à s'exercer à maîtriser ses besoins et ses désirs. Il est normal que les clercs d'une religion, y compris le premier d'entre eux, y invitent leurs fidèles ; c'est admis, et même souhaité, car ces clercs n'ont pas de pouvoir de contrainte sur leurs ouailles. Mais une politique publique a comme moyens les prélèvements obligatoires et la contrainte. Que le pouvoir politique utilise ces moyens pour nous amener à avoir un comportement qui ressemble à celui que nous aurions si nous étions sobres – voilà qui est particulièrement problématique ! Oublions donc cet argument fallacieux et limite totalitaire !

Quand Homme et Nature coopèrent, les quantités d'énergie disponibles sont surabondantes

Un autre argument est que les ressources en énergie sont en quantité limitée. Or, au contraire, elles sont surabondantes car le progrès des connaissances et des techniques permet de les capter et de les utiliser au mieux. Parmi elles, il y a le rayonnement solaire, que l'homme a appris à transformer en électricité.

Par ailleurs, l'homme a su découvrir le magnifique cadeau que la nature ou, si l'on veut le Créateur, lui a réservé, enfoui au sein de la matière. Une réaction en chaîne est par essence instable : elle s'emballe ou elle s'étouffe. Or – c'est ici qu'est le cadeau de la nature - il en est une, la radioactivité de l'uranium et des corps voisins, qui ménage une plage où la réaction en chaîne est stable (j'ai décrit cela dans *Avec le nucléaire*). Et les déchets ? Là aussi, la nature est secourable. Un déchet toxique n'est pas dangereux s'il est confiné. Or les déchets nucléaires enfouis dans l'argile y resteront toujours car ils seront liés à cette argile par des relations physico chimiques qui dureront plus longtemps que leur radioactivité. Ceux qui veulent nous culpabiliser avec les déchets devraient plutôt porter leur attention sur les déchets dispersés comme les métaux lourds et les produits chimiques. Plus on s'informe sur le devenir des déchets d'une production d'énergie, plus on est favorable au nucléaire dans les pays qui le maîtrisent.

Un objectif récapitule tous les autres : moins d'énergie fossile en dépensant aussi peu que possible

Les objectifs énoncés par la loi de transition énergétique sont nombreux. Outre l'économie d'énergie, objectif qui parfois égare, on trouve les émissions de CO_2, l'indépendance énergétique, la pollution, le pouvoir d'achat, la compétitivité de notre économie, la création d'emplois. En fait, ils se ramènent à ceci : diminuer la consommation d'énergie *fossile* en dépensant aussi peu que possible. On peut diminuer sa consommation d'énergie fossile en diminuant sa consommation d'énergie ou en remplaçant cette énergie par une autre. Diminuer la consommation d'énergie est donc *un moyen*, utile parfois mais pas toujours, et non une fin ; un moyen qui n'a rien à voir avec des considérations morales. La décision de chacun est libre, évidemment. L'Etat, lui, doit veiller à encourager ou à imposer les décisions qui coûtent aussi peu cher que possible. Pourquoi ? Car il doit rendre compte des dépenses qu'il rend obligatoires et il doit toucher à la liberté individuelle aussi peu que possible.

Oublions ce qui détourne de cet objectif – un bon sujet pour le débat sur la PPE

L'Etat, aujourd'hui, doit tracer un chemin pour diminuer la consommation d'énergie fossile et, du même coup, les émissions de CO_2. Qu'il choisisse celui qui sera le moins coûteux ! Oublions donc la réglementation thermique du bâtiment, qui a comme objectif de limiter la consommation d'énergie en « oubliant » que 90 % de l'électricité en France sont produits sans émissions de CO_2 ; oublions l'objectif de diviser par deux la consommation d'énergie et celui de réduire à 50 % la part du nucléaire dans la consommation d'électricité, objectif qui n'aurait de sens que dans la perspective, irréaliste, de s'en passer un jour[1].

Voilà de quoi alimenter le futur débat sur la programmation pluriannuelle de l'énergie, la PPE.

---

[1] Voir par exemple un article paru dans le numéro de janvier février de la Revue de l'énergie, et sur www.hprevot.fr